

## SOCIÉTÉS SAVANTES

---

SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE DE LYON. — *Séance du 3 mars 1882.* — Une question pleine d'actualité a été l'objet du rapport que M. Alexandre Bérard, avocat, a présenté avec une parfaite compétence: *La crise agraire en Irlande.* Dans un rapide exposé historique, l'honorable rapporteur a esquissé la triste situation séculaire de la verte Erin. Toujours elle a été l'objet de la conquête et de l'asservissement. Catholiques orthodoxes sous Henri II, protestants sous Cromwel, tous ne se sont pas gênés pour fouler aux pieds la nationalité pourtant si vivace de cette île.

Aujourd'hui la situation est des plus tendues. Grâce à un mauvais système dans l'exploitation des terres, dont la propriété demeure entre les mains des lords anglais ne résidant pas dans le pays, et qui sont cultivées par de petits fermiers, anciens possesseurs du sol, on en est arrivé à une véritable guerre civile. Les fermiers irlandais soutenus par la *Land league* refusent tout fermage à leurs propriétaires, en se basant sur leur état misérable qui, paraît-il, est en dehors de toute description. Des rixes, des meurtres même sont la conséquence de ce malaise profond qui nécessitera peut-être une véritable révolution dans la constitution politique et économique de l'Irlande. Le Parlement anglais s'est ému à juste titre. Des menaces répressives et préventives ont été prises. On a adopté le *Land act* sous l'effort du ministre Gladstone, disposition légale qui permet aux tribunaux de réduire les fermages, d'accorder des indemnités et de rétablir plus équitablement la part du maître et celle du tenancier, mais cela paraît encore insuffisant. Évidemment il faut tendre à la multiplicité des petites propriétés en Irlande et détruire cette aristocratie terrienne qui va dépenser loin du pays producteur cet argent gagné avec tant de peine par les misérables Irlandais. Mais M. Bérard ne veut pas de révolution sociale, et il espère que, grâce à la sagesse prévoyante de l'aristocratie et au bon sens du peuple irlandais, on arrivera à une situation meilleure.

Après ce rapport fort applaudi, une assez longue discussion a été ouverte entre M. Barret, qui veut la destruction de la propriété anglaise en Irlande et un